

État espagnol : grève des employés du nettoyage et des jardiniers

mardi 3 décembre 2013, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 28 novembre 2013).

Les deux semaines de grève reconductible des travailleurs du nettoyage urbain et des jardiniers de la ville de Madrid ont montré l'unité de la quasi-totalité des effectifs. Ils ont fait preuve d'une combativité sans faille sur les piquets de grève.

Cette grève qui se termine, la première lutte ouvrière d'ampleur depuis la grève du métro de Madrid en 2010, a suscité une grande solidarité parmi la population et les travailleurs, à Madrid comme dans le reste du pays. La grève a été très visible et largement médiatisée, et pour cause ! Pendant les deux semaines de lutte, la capitale de l'État espagnol croulait sous les ordures, ce qui démontre une nouvelle fois l'indispensable utilité sociale de ces travailleurs.

La grève s'est terminée, et les lignes rouges marquées par les travailleurs et leurs syndicats n'ont pas été franchies : les 1 140 licenciements annoncés par le patronat n'auront pas lieu, et les coupes dans les salaires ont été largement limitées. Une victoire importante.

Deux semaines de mobilisation

Cette mobilisation a permis aux travailleurs de progresser dans l'organisation de la lutte contre les licenciements et pour des revenus dignes, mais aussi de s'opposer frontalement aux attaques du patronat et de la mairie de Madrid (dirigée par la droite, le Parti populaire), qui n'a eu de cesse pendant toute la durée du mouvement de menacer de faire nettoyer la ville par une autre entreprise publique. Il faut signaler l'intervention directe dans la grève qu'ont pu avoir des militants de Corriente Roja (parti trotskiste, d'orientation moréniste) ou encore du PCPE (Parti communiste des peuples d'Espagne), qui a contribué à élever le niveau de combativité face à l'attitude des centrales syndicales majoritaires, qui ont cherché à freiner le mouvement.

Avec les victoires arrachées, cette grève est d'une grande importance dans la période actuelle, même s'il faut évidemment être lucide sur ses limites : il n'a pas été possible par exemple d'organiser un comité de grève fort à l'échelle de Madrid, ce qui aurait été un contrepoids déterminant face aux manœuvres des bureaucraties syndicales. En effet, celles-ci non seulement n'ont pas aidé à l'organisation des piquets de grève, mais ont cherché à écourter la mobilisation. Les directions syndicales ont préféré faire confiance au patronat en signant (avant la fin de la grève) un pré-accord, qui certes n'entérine pas les 1 140 licenciements, mais prévoit par exemple une période de 45 jours par an de chômage technique imposé pour tous (ce qui signifie une grosse perte de salaire), et laisse la porte ouverte à de futures attaques qui ne tarderont pas à venir...

Reste que ces deux semaines de lutte et d'organisation pourraient bien donner des idées aux millions de travailleurs qui subissent de plein fouet les licenciements et le chômage dans l'ensemble de l'État espagnol.

De Madrid,

Correspondant

P.-S.

* Publié dans : Hebdo L'Anticapitaliste - 219 (28/11/2013). <http://npa2009.org/>

* Traduction JCC.